

sans intermédiaire, y compris parfois pour la livraison de biens « immatériels », tels les logiciels téléchargés, qui rend difficile l'identification d'une transaction. S'en remettre entièrement aux déclarations spontanées des parties à la transaction n'apparaît pas une solution très satisfaisante compte tenu notamment des difficultés rencontrées pour les identifier. Diverses voies devraient être explorées pour associer les tiers (banques, fournisseurs d'accès à Internet par exemple) au recouvrement des taxes, ou au moins à l'effort d'identification des parties et des transactions. Il est clair qu'il n'existe pas de solution simple à ces difficultés, et qu'une approche purement nationale est vouée à l'échec dans ce domaine. Il conviendra donc là aussi de poursuivre la réflexion et d'aborder ces différentes questions dans les enceintes internationales concernées : Union européenne pour la fiscalité indirecte, OCDE pour la fiscalité directe, et OMC pour les droits de douane.

L'usage de NTIC sur les réseaux numériques appelle des adaptations significatives des modes de régulation, liées en particulier au phénomène de convergence des technologies. Dès lors que les réseaux ne sont plus dédiés à des services particuliers et permettent tous de véhiculer tout type d'information (voix, données, images fixes ou animées), la distinction traditionnelle entre d'un côté la régulation des services et des réseaux audiovisuels et, de l'autre, la régulation des services et des réseaux de télécommunications perd de sa pertinence. Une distinction nouvelle apparaît entre deux types de réglementations qui appellent des modes de régulation distincts : d'une part, la réglementation technique et économique des réseaux de télécommunication qui permettent la transmission de tout type d'information et, d'autre part, la réglementation des contenus mis à la disposition du public, appelant une régulation sectorielle. Les réseaux de télécommunication, qui sont de simples infrastructures de transport, devront à terme rapproché être régis par une réglementation transversale, indépendante des contenus véhiculés (sauf pour les fréquences

hertziennes qui demeurent une ressource rare). Une même autorité assurerait la régulation technique des réseaux de télécommunication, dès lors que ces réseaux véhiculent tous les types de services. De même, si dans un proche avenir les acteurs de l'audiovisuel et des télécommunications, qui exerçaient à l'origine des métiers différents, offrent des services similaires et donc concurrents, le recours à des réglementations économiques sectorielles séparées apparaîtra moins pertinent.

A l'inverse, les différents services existants (ou « contenus » par exemple des programmes audiovisuels, des données multimédia, de la presse en ligne, de la télé-médecine,...) doivent continuer à se voir appliquer les différentes législations sectorielles les concernant. Dans ce cas, à l'inverse de la régulation des infrastructures, il n'apparaît pas opportun de confier à une seule autorité le soin de contrôler tous les contenus mis à disposition du public. Des services tels que les forums de discussions sur Internet, la vente à distance, l'accès à des bases de données, la télé-formation, comportent une composante communication au public mais ne nécessitent pas le même traitement que la radio ou la télévision, qui demeurent des média de masse spécifiques.

Ainsi, de même que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ne régule pas aujourd'hui la presse ou la télématique, il paraît peu adapté de confier demain à une seule autorité le soin de contrôler tous les contenus véhiculés sur les réseaux. Il va en revanche de soi que de véritables services de radio ou de télévision, fussent-ils offerts sur Internet, devront rester de la compétence de l'autorité chargée de contrôler les programmes audiovisuels, c'est-à-dire du CSA.

Dans le cas de l'Internet, qui ne relève pas d'une traditionnelle logique de diffusion, il semble préférable de repenser la nature de la régulation « classique ». La régulation par l'Etat, qu'elle soit directe ou déléguée à une autorité administrative indépendante (CSA, ART, Commission des opérations de bourse, etc.), ne permet pas d'apporter une réponse suffisante aux problèmes liés au développement des réseaux numériques transfrontières. Cette régulation, de type « classique », doit désormais se